

TOUTES LES RAISONS DE LUTTER

Depuis plusieurs mois, partout c'est le constat d'une augmentation des dépenses courantes, énergie, carburant, prix alimentaires... tandis que les salaires, minima sociaux et pensions ne suivent pas, voire ont largement décroché !

L'inflation de 2,8% s'installe et enfle, tandis que le patronat distribue au mieux des miettes dans les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires), et que le gouvernement n'a toujours pas réévalué le point d'indice dans la fonction publique depuis plus de 10 ans et propose une augmentation du SMIC de 0,9 % ! (elle serait de 25% en Allemagne !). Les mesurettees annoncées, 100 euros au chèque énergie, l'indemnité inflation de 100 euros, le gel du prix du gaz, restent largement insuffisantes, ponctuelles et ne compensent pas ce décrochage.

C'est le SMIC qu'il faut réévaluer de manière significative, les salaires, les pensions, les minima sociaux qu'il faut augmenter et le point d'indice qu'il faut dégeler ! La crise Covid, le ralentissement de la production mondiale ont bon dos ! Plus personne ne parle des choix politiques faits en termes de répartition des richesses.

Sous l'ère Macron, 5 % des ménages les plus modestes (ceux qui vivent avec moins de 800 euros par mois) ont perdu jusqu'à 0,5 % de pouvoir d'achat. (chiffres de l'étude de l'institut indépendant des politiques publiques novembre 2021). Les mesures de ce gouvernement ont favorisé les détenteurs du capital, les plus riches. Et le maintien coûte que coûte de la réforme de l'assurance chômage aggravera la paupérisation des plus précaires.

Pendant ce temps-là, c'est pas loin de 51 milliards qui ont été versés en dividendes pendant la pandémie, tandis que les scandales sur la fraude fiscale continuent !

La colère monte partout, les luttes et les grèves, avec des revendications principales sur les salaires ont fleuri partout sur le territoire : dans les entreprises du commerce (Leroy Merlin, Décathlon, Labeyrie..), de l'industrie, la chimie (Bergams, Sanofi), le transport (Transdev), à la SNCF, mais aussi les luttes qui persistent dans l'éducation (AESH, AED, animation périscolaire), dans le secteur associatif, la santé, le social...

Il s'agit maintenant de les faire converger, de les faire croître pour inverser le rapport de force ! Solidaires appelle à faire campagne dans tous les secteurs et à décliner s'appuyer sur ces revendications pour construire les mobilisations :

- un SMIC à 1 700 euros net
- des augmentations de salaires, pensions, minima sociaux de 400 euros
- un écart de salaires de 1 à 5 (entre les plus bas et plus hauts salaires dans les entreprises, administrations)
- le RSA pour les moins de 25 ans

Solidaires, travaille à tous les niveaux intersyndicalement à la construction de la mobilisation afin d'arracher au gouvernement et au patronat le juste partage des richesses. Nous appelons avec la CGT, FO et la FSU à la grève interprofessionnelle le jeudi 27 janvier !

